

TOTAL ÉNERGIES

ASSEZ DE PROFITS SUR LA CRISE, NATIONALISATION !

TotalÉnergies profite de la guerre au Moyen-Orient et de la paralysie du trafic dans le détroit d'Ormuz pour maximiser ses profits. Les actionnaires ont engrangé 6 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre, 65 milliards en 4 ans.

Pendant ce temps, tout le monde subit des prix à la pompe insupportables ! La politique du gouvernement entretient cette logique : les chèques énergie financent les profits par la dette publique.

Nationaliser : une nécessité politique, écologique et de souveraineté

Nationaliser TotalÉnergies, et Engie, aux côtés d'EDF, dans une ambition de service public, c'est reprendre le contrôle sur notre avenir énergétique. Une proposition de loi (PPL n° 750 rect.) a été déposée à cette fin au Sénat en 2024 par notre groupe parlementaire.

Pour toutes et tous, cela permettrait d'en finir avec les prix dictés par la spéculation et l'avidité du capital, et de garantir un accès à l'énergie à un prix juste, un droit fondamental, pas une marchandise.

Pour les autres peuples, TotalÉnergies pourrait substituer des partenariats de coopération aux logiques néocoloniales actuelles.

Pour la planète, cela contribuerait à planifier démocratiquement la sortie des énergies fossiles.



TOTAL ÉNERGIES

ASSEZ DE PROFITS SUR LA CRISE, NATIONALISATION !

TotalÉnergies profite de la guerre au Moyen-Orient et de la paralysie du trafic dans le détroit d'Ormuz pour maximiser ses profits. Les actionnaires ont engrangé 6 milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre, 65 milliards en 4 ans.

Pendant ce temps, tout le monde subit des prix à la pompe insupportables ! La politique du gouvernement entretient cette logique : les chèques énergie financent les profits par la dette publique.

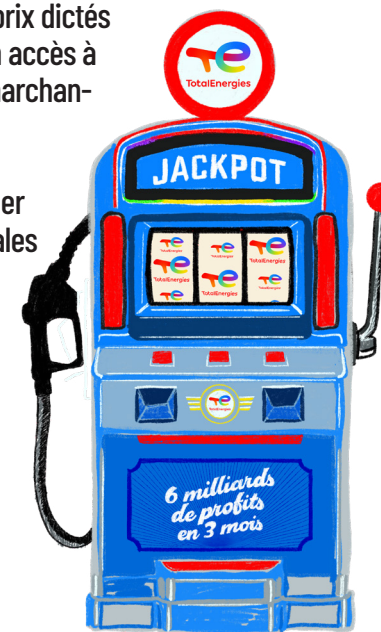
Nationaliser : une nécessité politique, écologique et de souveraineté

Nationaliser TotalÉnergies, et Engie, aux côtés d'EDF, dans une ambition de service public, c'est reprendre le contrôle sur notre avenir énergétique. Une proposition de loi (PPL n° 750 rect.) a été déposée à cette fin au Sénat en 2024 par notre groupe parlementaire.

Pour toutes et tous, cela permettrait d'en finir avec les prix dictés par la spéculation et l'avidité du capital, et de garantir un accès à l'énergie à un prix juste, un droit fondamental, pas une marchandise.

Pour les autres peuples, TotalÉnergies pourrait substituer des partenariats de coopération aux logiques néocoloniales actuelles.

Pour la planète, cela contribuerait à planifier démocratiquement la sortie des énergies fossiles.



Cette nationalisation doit s'accompagner de pouvoirs démocratiques d'intervention des salarié-es et populations sur la gestion de TotalÉnergies.

Nationaliser : c'est possible, efficace et finançable

Nous proposons d'indemniser les salariés et autres petits actionnaires au cours du marché, cela représenterait moins de 20 milliards d'euros.

Par contre, les grands actionnaires se sont déjà bien gavés, pas question de les payer deux fois ! Nous proposons, comme pour EDF en son temps, une indemnisation par des obligations d'État sur trente ans, non-cessibles, afin d'éviter la spéculation.

Une gestion de l'entreprise selon des critères écologiques et sociaux et une mobilisation des banques publiques permettraient de financer la transition et d'embaucher.

**Signez notre pétition
pour la nationalisation !**



Cette nationalisation doit s'accompagner de pouvoirs démocratiques d'intervention des salarié-es et populations sur la gestion de TotalÉnergies.

Nationaliser : c'est possible, efficace et finançable

Nous proposons d'indemniser les salariés et autres petits actionnaires au cours du marché, cela représenterait moins de 20 milliards d'euros.

Par contre, les grands actionnaires se sont déjà bien gavés, pas question de les payer deux fois ! Nous proposons, comme pour EDF en son temps, une indemnisation par des obligations d'État sur trente ans, non-cessibles, afin d'éviter la spéculation.

Une gestion de l'entreprise selon des critères écologiques et sociaux et une mobilisation des banques publiques permettraient de financer la transition et d'embaucher.

**Signez notre pétition
pour la nationalisation !**



**REJOIGNEZ
LE PCF**



J'adhère au PCF

Je veux aider financièrement

je verse : € (Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Chèque à l'ordre de ANF-PCF

Prénom :

Nom :

Adresse :

CP/ville :

Téléphone :

E-mail :

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique



**REJOIGNEZ
LE PCF**



J'adhère au PCF

Je veux aider financièrement

je verse : € (Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant)

Chèque à l'ordre de ANF-PCF

Prénom :

Nom :

Adresse :

CP/ville :

Téléphone :

E-mail :

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique